

DÉFENDONS LA SÉCURITÉ SOCIALE ET NOS RETRAITES



Au sortir de la guerre, les communistes appuyés sur le rapport des forces issu de la résistance et des luttes sociales, ont mis en place un vaste plan de sécurité sociale. En application du programme du Conseil National de la Résistance, le ministre communiste Ambroise Croizat crée la sécurité sociale et notamment sa branche assurance vieillesse assurant à tous les travailleurs des retraites. Alors que le Parti communiste est le premier parti de France, alors que le grand patronat, largement compromis dans la collaboration est discrédité, la classe capitaliste ne réussit pas à faire échec à cette formidable avancée sociale. Une avancée sociale qui fait échapper le régime de la protection sociale au secteur privé,

capitaliste. Avec la sécurité sociale, c'est en fait une très large partie de l'économie qui n'est plus sous le contrôle direct de l'oligarchie capitaliste. La retraite par répartition permet de sortir de la misère une large partie de nos « vieux ».ainés.

71 ans après cette avancée sociale unique dans le monde, Macron, valet de l'Union européenne, dans le cadre de la concurrence libre et non faussée, veut détruire la Sécurité sociale.

Aujourd'hui, la fin du monopole de la Sécurité sociale et les mesures qui l'accompagnent résultent de l'ouverture à la concurrence du secteur des assurances, qui par voie de conséquence entraîne celle de l'assurance maladie. Le droit européen l'emportant sur le droit national, les mentions contraires de la législation française sont devenues en droit aujourd'hui caduques.

Sous le prétexte de faire respecter les critères de Maastricht, et ses contraintes de baisse d'une dette publique artificiellement créée au profit des groupes financiers, la Commission européenne n'a eu de cesse ces dernières décennies d'ordonner à la France de mener des « réformes » des retraites. En 2002, Chirac et Jospin signaient conjointement les accords de Barcelone prévoyant à terme la retraite à 67 ans. C'est que les caisses de retraite sont intégrées à la dette publique au sens des critères de Maastricht. Ce qui permet à la Commission européenne, en application du Pacte de Stabilité puis du traité budgétaire, de contraindre les États à réduire leur dépense de sécurité sociale. Cela fait ainsi partie des ordres donnés au gouvernement français ces dernières années. Mais la Commission européenne a aussi contraint l'ensemble des pays européens à tailler dans les retraites. Dans le double objectif de réduire la part patronale dans le financement des retraites et ainsi de faire baisser les salaires, mais également de promouvoir les systèmes par capitalisation permettant de faire revenir dans le domaine du marché capitaliste le juteux domaine de la protection sociale.

QUE CACHE LA CONTRE-RÉFORME DU GOUVERNEMENT

Tout d'abord, il est utile de rappeler qu'actuellement, la sécurité sociale verse une retraite dont le montant est évalué selon le profil de l'ancienneté du salarié : années de cotisations, âge de départ à la retraite, salaire moyen, majorations diverses... Dans le projet de Macron se cachent plusieurs dangers pour les salariés du public et du privé à savoir :

- *Le calcul de la retraite ne se fera plus sur les meilleures années, mais sur l'ensemble de la carrière ;*
- Les mécanismes de solidarité voulus par le législateur, c'est-à-dire par le communiste Ambroise Croizat, qui neutralisent les aléas de carrières (chômage, maternités...) seront plafonnés, voire totalement supprimés.

- Que représentera le montant de la pension par rapport au salaire de fin de carrière ? Quel montant de retraite ? Quel âge de départ ?

Concernant le régime par points à cotisation définie, cela signifie que chacun percevra en fonction de ce qu'il aura cotisé durant toute sa carrière, mais que le montant de la pension ne sera pas garanti et ne sera connu qu'au moment du départ en retraite.

Actuellement, Macron et son gouvernement qui s'attaquent aux retraités par l'augmentation de la CSG suppriment les cotisations sociales des salariés (heures supplémentaires) et patronales. À l'avenir si elles ne suffisent pas à financer les pensions, les retraites seront revues à la baisse et compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie, ce montant ne suffira pas : en conséquence, les retraites seront réduites, y compris celles déjà liquidées.



Vers la disparition des retraites par répartition

La baisse programmée des pensions vise à généraliser les retraites par capitalisation comme complément de retraite jusqu'à la disparition totale des retraites par répartition. Les expériences étrangères et particulièrement américaines après la crise financière ont montré à quel point les retraites par capitalisation sont très dangereuses, car, elles peuvent s'évaporer en cas d'effondrement boursier et un certain nombre d'économistes n'exclut pas pour les années à venir une crise financière mondiale. Qui seront les seuls gagnants de cette contre-réforme ? Les banquiers et les assureurs.

De la sécurité sociale dépendent la santé et la garantie d'une retraite décente. La nature de notre système de protection sociale est essentielle à la satisfaction de ces besoins, car la propagande officielle ne nie pas les besoins, mais prétend mensongèrement que « le marché » est le seul apte à pouvoir les satisfaire par la privatisation et la capitalisation, par l'assurance privée ou éventuellement mutualiste.

Macron Président des riches et valet de l'Union européenne s'attaque à la retraite par répartition parce que les pensions de retraite d'un montant de 294 milliards d'euros échappent aujourd'hui au profit privé à celui des multinationales de la banque et de l'assurance qui n'en gèrent directement que 2 milliards. Voilà tout l'enjeu de la contre-réforme des retraites.

Rappelons que comme le PRCF l'avait déjà dénoncé, les « réformes » des retraites qui ont eu lieu depuis des

- Nous proposons:**
- Une gestion démocratique par les assurés de la sécurité sociale avec transparence des budgets
 - Abrogation des ordonnances de 1967 sur la sécurité sociale et de toutes les mesures restrictives prise par la suite
 - Gratuité totales des soins
 - Suppression du forfait hospitalier
 - Développement d'un grand service public de médecine préventive : médecine du travail autonome par rapport au patronat...
 - Embauche des personnels nécessaires au bon fonctionnement des hôpitaux
 - Maintien de la retraite par répartition

décennies, ont conduit à un effondrement généralisé des niveaux de pensions, plongeant 1 millions de nos aînés dans la pauvreté. Avec la contre-réformes Macron ce sont plusieurs millions de nos concitoyens qui iront grossir le 9 millions de pauvres que compte déjà notre pays.

Le programme politique du PRCF va à l'encontre de cette politique de casse non seulement de notre Sécu et de nos retraites mais aussi du système public de santé.

S'attaquer à Macron ou à son gouvernement ne suffit pas, il faut s'attaquer aussi à l'Union européenne. C'est pourquoi le PRCF appelle à cibler clairement l'UE, cette prison des peuples dirigée depuis Berlin qui orchestre les mauvais coups à l'échelle de tout le continent et dont certains dirigeants clament que « pour cons-

truire (LEUR) Europe, il faut détruire (NOTRE) France ». Le PRCF appelle aussi à cibler l'OTAN, cette machine à exporter les guerres US et l'euro, cette austérité continentale faite monnaie.

Osons le seul mot d'ordre qui effraie vraiment Macron, l'UE et le Capital : le FREXIT PROGRESSISTE. Car il faut sortir de l'UE/euro/OTAN par la gauche, pour nationaliser le CAC 40 et les banques, construire des coopérations internationales véritables, planifier la renaissance du produire en France, développer à égalité les territoires, élargir la démocratie populaire (y compris à l'entreprise !) et marcher vers la rupture révolutionnaire avec l'inhumain système capitaliste. Ce n'est pas en sortant de l'UE, de l'euro et de l'OTAN que nous ne nous en sortirons pas. Au contraire, c'est si nous n'en sortons pas à temps, et par la porte de gauche, que nous « y resterons » !

Soutenez le PRCF et les JRCF , rejoignez leur combat révolutionnaire !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux